



Arrêté municipal temporaire n° 14 /2023

Réduction de circulation sur une seule voie avec empiètement temporaire sur la chaussée lors des travaux d'une tranchée en traversée de chaussée pour la fibre optique sur le domaine public

AV des Frères Pélissier

Commune d'YTRAC

Le Maire de la Commune d'YTRAC,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU la demande formulée le 25/01/2023 par l'entreprise ESCOTEL ;

Considérant qu'en raison des travaux d'une tranchée en traversée de chaussée pour la fibre optique sur domaine public effectués par l'entreprise ESCOTEL ; il y a lieu de restreindre la circulation avec empiètement sur av des Frères Pélissier Commune d'YTRAC.

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 08/05/2023 et jusqu'au 17/05/2023 inclus, la circulation sur av des Frères Pélissier commune d'YTRAC pourra être réduite à une voie et régulée pour permettre le déroulement des travaux de branchement neuf individuel.

ARTICLE 2 : Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier.

* Défense de stationner sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 50 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

* Interdiction de dépasser (cette interdiction sera matérialisée par un panneau B 3).

* Limitation de la vitesse à 30 km/h.

ARTICLE 3 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise ESCOTEL.

Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés ou occultés, et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de YTRAC.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7 : Mme le Maire de la commune d'YTRAC, le Lieutenant-Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie du Cantal, le Président du Conseil Départemental du Cantal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à l'entreprise ESCOTEL.

A Ytrac, le 26/04/2023

Le Maire,


B. GINEZ

